

Bleiburg, démocide yougoslave

Il y a deux histoires, l'une que l'on enseigne et qui ment, l'autre que l'on tait parce qu'elle recèle l'Inavouable.
Balzac

Le 23 mai 1945, le *Times* de Londres publiait une lettre d'un soldat de retour de Yougoslavie : « Pendant la guerre contre l'Allemagne », disait le jeune homme, « nous avons choisi d'attribuer toutes les qualités à ceux qui luttèrent avec nous et de cacher leurs crimes. Aujourd'hui, il n'y a plus aucune raison valable pour continuer de se taire ».

Fort louable, ce désir de vérité (ou ce scrupule de conscience) est, hélas, resté sans lendemain. L'heure n'était pas à l'objectivité. Abreuvé de récits épiques sur la Résistance et saturé d'informations horribles sur l'Holocauste et les turpitudes forcément odieuses de l'armée allemande, le grand public a donc continué d'ignorer des pans entiers de l'histoire de la IIe Guerre mondiale. Notamment ce qui concerne les aspects les plus contestables de l'action des Alliés (1).

Au premier rang de ces grands « oubliés » figure l'opération « Keelhaul » (2), c'est à dire l'extradition par les Alliés de deux millions de ressortissants soviétiques (3) ayant combattu avec les Allemands. Mise au point par le QG britannique en Autriche (4), cette sinistre opération eut pour corollaire la livraison aux partisans de Tito de plusieurs centaines de milliers d'anti-communistes slovènes, croates, serbes et monténégrins, réfugiés autour du village de Bleiburg.

Si le sort tragique des prisonniers russes, biélorusses, ukrainiens et caucasiens a tout de même fini, à partir des années 60-70, par attirer l'attention de quelques historiens (5), celui des victimes de Bleiburg est demeuré tabou en raison des relations « privilégiées » que la plupart des pays occidentaux entretenaient alors avec l'ex-Yougoslavie. Pour que ce crime monstrueux émerge enfin dans les media, il faudra encore patienter une décennie. C'est, en effet, dans les années 1984-85 et à l'initiative de gens comme Nikolai Tolstoy et Antonio Pitamitz (6) que l'on s'est enfin penché sur ces tristes événements (7).



H. Alexander
Photo: Imperial War Museum

Les prémisses

Incluse contre son gré dans la Yougoslavie, en 1918, la Croatie mit à profit l'invasion allemande de 1941 pour proclamer son indépendance (10 avril) et confier le pouvoir au nationaliste Ante Pavelić, chef des *Oustachis*. Confronté à une guerre impitoyable, menée contre lui par des

guérillas monarchiste (*Tchetniks*) et communiste (*Partisans*), ce dernier se trouva par la force des choses contraint à une alliance avec l'Italie et l'Allemagne. Une situation lourde de conséquences pour son peuple et son État.

En effet, quoique très modestement associée à l'effort de guerre de l'Axe (quelques milliers d'hommes sur le front de l'Est), la Croatie était tout de même signataire de divers traités (Pacte Tripartite, Pacte Antikomintern) qui faisaient d'elle, au moins sur le papier, l'adversaire des Alliés. En 1944, lorsque le conflit prit un tour définitivement défavorable pour le Reich, le gouvernement croate, désireux de sauver l'essentiel, envisagea un renversement d'alliance. Fortes du fait que les troupes croates n'avaient jamais causé le moindre tort aux armées occidentales, et encouragées par divers contacts secrets avec la diplomatie anglo-saxonne (Carlton J.H. Hayes à Madrid et Sir Hughe Knatchbull-Hugessen à Ankara), les autorités oustachies, et plus précisément les ministres Mladen Lorković, Ante Vokić et Stijepo Perić, ainsi que les généraux Ivan Prpić et Tomislav Sertić, entrèrent en contact avec les Alliés pour les convaincre de débarquer le 1^{er} septembre en Dalmatie. Malgré les avis favorables du général Henry Maitland Wilson, chef des opérations en Méditerranée, du général Ira C. Eaker et, semble-t-il, du roi George VI (8), elles se heurtèrent à une fin de non-recevoir. Dénoncés aux Allemands – probablement par les Soviétiques – les « comploteurs » (9) furent arrêtés et plusieurs d'entre eux fusillés.

Le 20 octobre, lorsque les communistes entrent à Belgrade, le territoire croate (y compris la Bosnie-Herzégovine) est encore très largement sous le contrôle de l'armée nationale. Toutefois, l'encerclement menace suite aux attaques alliées contre l'Italie du Nord et à l'offensive de l'Armée Rouge vers l'ouest de la Hongrie. À l'issue de deux réunions conjointes (30 avril et 1^{er} mai 1945) et compte tenu des menaces du général communiste Arso Jovanović (« Si Zagreb résiste, notre Armée de Libération et nos forces aériennes réduiront la ville en cendres »), le gouvernement et l'état-major doivent se résoudre à ordonner le repli général.

Ultime démarche

Les suppliques de l'archevêque Alojzije Stepinac et du Vatican, transmises aux Alliés (8 mars 1945) par l'ancien ministre autrichien des Affaires Étrangères Egon Berger-Waldenegg, étant restées sans réponse, les autorités croates tentent une ultime démarche : deux groupes quittent Zagreb le 4 mai dans le but de convaincre les Anglo-Saxons d'accepter la reddition de l'armée croate et d'occuper immédiatement le pays. La première mission, composée des aviateurs alliés Edward J. Benkosky, Rodney Woods et John Gray (10), et porteuse d'un memorandum signé par 19 ministres, ne dépassera pas Zadar où l'avion est intercepté et son pilote, Vitomir Dubaj, fusillé par les Partisans. La seconde mission, composée du ministre Vjekoslav Vrančić et du capitaine de vaisseau Andro Vrkljan, est interceptée le 6 mai à Mestre (Venise), puis le 11 mai à Forlì où les deux hommes sont appréhendés par les prévôts britanniques du capitaine Douglas : le message n'atteindra jamais le QG allié de Caserte !

Inter arma silent leges

Pour bien comprendre toute l'absurdité criminelle du massacre des Croates, il faut garder en mémoire les prescriptions des Conventions de La Haye et de Genève, documents signés le 20 janvier 1943 par l'État Indépendant Croate « avec notification immédiate à tous les membres et effet immédiat dès notification » (11). L'un des premiers articles précise que les prisonniers doivent être traités avec humanité et défendus contre les actes de violence, les insultes et la « curiosité publique ». Un autre ajoute que les prisonniers de guerre possèdent des droits concernant leur personne et leur honneur. Les femmes doivent être traitées avec toute la considération due à leur sexe. Un troisième, enfin, fait obligation de garder les prisonniers dans des lieux éloignés des zones de combat afin de préserver leur vie...

La tragédie proprement dite commence le 6 mai 1945 avec la retraite décidée par le gouvernement croate. Plusieurs colonnes, soit près de 600 000 personnes (certains parlent même d'un million), se mettent en marche vers l'Autriche, dans l'espoir de se rendre aux avant-gardes du maréchal Alexander. Aux 17 divisions de l'armée croate, qu'accompagnent des troupes auxiliaires et des dizaines de milliers de civils, se mêlent des groupes de *Tchetniks*, quelques Albanais et au moins 15 000 combattants monténégrins que suivent 20 000 civils. Au fil des heures et des jours, cette énorme masse se grossira encore de réfugiés slovènes, de militaires et civils hongrois, de Cosaques et de soldats allemands. Malgré les barrages, ce sont au moins 250 000 soldats et autant de civils qui réussirent à se mettre temporairement à l'abri en Carinthie, autour des localités de Bleiburg, Viktring et Wildenstein.

Comme on s'en doute, la progression depuis Zagreb ne s'est pas faite sans difficultés. Le 7 mai, un comité composé du colonel Crljen et des généraux Herenčić, Štancer, Servatzy et Metikoš a pris le commandement de l'exode : direction Celje puis Dravograd ou Maribor. À l'ouest, une autre colonne regroupe, aux ordres du général Franc Krener, environ 12 000 miliciens et 6000 civils slovènes qui entreront en Autriche le 10 mai pour se rendre aux Britanniques à Viktring (Vetrinje)-(12).

Pour le groupe principal, celui des Croates, l'unique sortie est à Dravograd où un premier détachement de 4300 personnes est remis, le 9 mai, aux commissaires politiques yougoslaves Stojko et Dubac ; sauvés par les soldats bulgares du général Atanasov qui les protègent des Partisans, la plupart de ces prisonniers arriveront sains et saufs à Rijeka. Lorsque le gros de la colonne se présente à son tour, les points de passage sont verrouillés par plusieurs brigades de Partisans (LI^e division) que les troupes croates de Frane Sudar et Rafael Boban vont bousculer, les 12 et 13 mai, avant de pouvoir franchir la frontière. Dans le même temps, un autre contingent croate (issu de la 369^e division de la Wehrmacht) a lui aussi gagné les lignes britanniques en compagnie de quelques unités allemandes du général Löhr ; cantonnés à Griffen et Reichenfeld, ces soldats sont sous la garde de la 38^e brigade irlandaise d'infanterie.

Le 14 mai, le commandement croate adresse une offre de reddition officielle (signée par le général Ivo Herenčić, le colonel Danijel Crljen et l'ambassadeur monténégrin Dušan Krivokapić) au général Patrick D. Scott qui la rejette [dans un article publié en 1946, il écrit : « Lorsque j'ai soumis le délicat petit problème (sic) des Croates à l'autorité supérieure, on m'a dit qu'il était exclu d'accepter leur reddition »]-(13). Le lendemain a lieu une rencontre au château de Bleiburg entre les Croates, les Britanniques et une délégation titiste dont le chef, Milan Basta, énonce ses conditions : « ... Nous ferons rentrer chez eux les civils qui ont fui avec vous ; tout le personnel militaire, si vous vous rendez inconditionnellement et sans opposer de résistance, sera conduit dans des camps de détention ; les membres de vos forces armées seront traités conformément aux lois de la guerre prévues pour les prisonniers. (...) Si vous n'acceptez pas ces conditions, et vu que vous aurez continué les hostilités après que la guerre est officiellement terminée, vous serez traités en rebelles et liquidés avec l'aide de nos alliés ». Face à cet ultimatum, les Croates (général Slavko Štancer) effectuent encore une démarche auprès des Britanniques mais ces derniers refusent de recevoir les plénipotentiaires. Faute d'alternative, la capitulation est donc signée le même jour, à 16 heures, et aussitôt annoncée aux réfugiés dont quelques centaines parviennent alors à s'enfuir.

La boucherie

Le principe de l'extradition étant acquis et pour éviter les mutineries, les Britanniques font croire aux prisonniers qu'ils seront évacués vers l'Italie (en l'occurrence à Distone, dans la province de Brescia). C'est donc pratiquement sans heurts que de Klagenfurt, Krumpendorf, Rosseg, Ferlach, Toschling, Viktring et Wolfsberg, plusieurs trains gagnent la Yougoslavie où la tuerie débute dès la première gare (Hrušica), sous les yeux mêmes des officiers de liaison anglais. Beaucoup de soldats britanniques, il faut le dire, estiment que l'opération contrevient aux règles de l'honneur. Le colonel Robin Rose-Price y voit l'illustration de « la plus sinistre duplicité » ; le romancier Nigel Nicolson,

alors jeune officier, parle de « l'une des missions les plus honteuses jamais confiées à des soldats britanniques » et quant au futur ministre Tony Crosland, il évoquera plus tard « l'opération de guerre la plus répugnante » à laquelle il lui fut jamais donné de prendre part...

À Maribor, en Slovénie, les captifs sont regroupés dans trois camps rudimentaires puis transférés vers l'aérodrome de Tezno (Tezenski gozd) et froidement exécutés. Il y aura autour de ce site entre 60 000 et 70 000 victimes, toutes assassinées par les Partisans des 6^e et 15^e brigades de la XVII^e division (14). À Ljubljana, la capitale de la région, les prisonniers – civils et militaires – sont d'abord dirigés sur le camp de Šentvid (15) ; affamés et brutalisés, ils sont ensuite divisés en petits groupes et attachés avec du fil de fer barbelé, avant d'être acheminés vers Toško Čelo, Topolo, Sveta Katarina, Sveta Marijeta, Škofja Loka et Podutik pour y être abattus ou précipités dans des gouffres. On parle de 25 000 morts. Les détenus monténégrins, eux, sont conduits à Kamnik où les hommes de la III^e division (Savo Burić) procèdent à leur élimination. L'opération prend une ampleur exceptionnelle et en quelques semaines, la Styrie, la Carinthie et la Carniole se couvrent de charniers. Près de Slovenj Gradec, Velenje et Celje, ce sont encore d'autres tueries. Dans ce secteur, des exécutions massives ont lieu à Huda Luknja (Mislinje), Teharje, Huda Jama (Barbarin Rov), dans les bois de Bežigrad, près du château de Majdić, dans les mines désaffectées de Laško (3000 victimes), de Trbovlje ou de Hrastnik (7000 victimes). D'autres encore se déroulent à Rateče, Sevnica, Brestanica, Ljubečna, Zasret, Rogaška Slatina, Slovenska Bistrica, près de Prevalje et entre Krško et Kostanjevica. Là encore, les bourreaux sont bien identifiés : ils proviennent en majorité des 2^e et 3^e bataillons de la 7^e brigade, une unité d'élite de la Xe division que commande Milorad Mijatović (16), mais aussi de la I^e division slovène de Toni Anton Ricek. À Kočevje, au sud de Ljubljana, et plus précisément au lieu-dit Kočevski Rog, ce sont 30 à 35 000 personnes qui sont tuées en quelques jours. Amenées de Šentvid, de Jesenice ou de Kranj, elles sont abattues au revolver et à la mitrailleuse ou simplement emmurées vivantes dans des grottes. Le grand coordonnateur du massacre est le major Šimo Dubajić qu'assistent plusieurs détachements de la 11^e brigade de la XXVI^e division (17).

Les fosses et les ravins de Slovénie se remplissent à tel point de cadavres qu'en juin 1945, les autorités communistes devront faire draguer certaines rivières (à Podutik notamment) qui alimentent Ljubljana en eau potable. On évalue les pertes sur la frontière à 200 000 ou 300 000 morts : proposée par l'*Institut Croate Latino-Américain de Culture* et le *Committee for Investigation of the Bleiburg Tragedy* (Cleveland), c'est une estimation qui paraît plausible. Pendant des années, les paysans autrichiens et slovènes virent surgir dans leurs champs des restes humains que la chaleur gonflait et ramenait à la surface. Ce crime est à tous égards injustifiable mais cela n'empêchera pas l'écrivain communiste Milovan Djilas d'affirmer non sans cynisme qu'« il était nécessaire pour que vive la Yougoslavie »...

Pendant que l'on torture et que l'on tue en Slovénie, l'ancien État Indépendant Croate est lui aussi soumis à une épuration impitoyable. À Zagreb, par exemple, où règne le sinistre commissaire Rade Žigić, la purge est si massive qu'au moins 80 000 habitants sont arrêtés par la nouvelle police politique, la redoutable OZNA (18). D'abord « interrogés » dans les commissariats de la rue Petrinjska, de Savska cesta, Nova Ves, de la place du ban Kulin ou de la rue Mosinski, beaucoup de ces malheureux sont ensuite parqués dans une dizaine de camps de fortune (19), avant de finir, sans autre forme de procès, dans les fosses communes de Rakov potok, Šestine, Gračani, Miroševac, Anin Dol, Dubranec, Maksimir, Bukovačka, Markuševac et Novi Dvori. Sur l'ordre de Djoko Jovanić, chef de la VI^e division prolétarienne « Nikola Tesla », et de son acolyte Aleksandar Koharević, les blessés « ennemis » (soit 4800) des onze hôpitaux de la capitale sont tous assassinés. Certains sont achevés à coups de marteau dans un parc de la ville mais la plupart seront tout simplement jetés dans le gouffre de Jazovka. Cette terreur frappe sans aucune distinction comme suffit à le démontrer l'exécution, sur la route de Kravarsko, des 60 élèves (âgées de 16 à 20 ans) d'un pensionnat de jeunes filles !

Le reste de la Croatie n'est pas épargné et les camps d'internement ou d'extermination y poussent par dizaines. Les plus mortifères se situent à Vojnić, Bjelovar, Koprivnica (« Danica »), Zeleno Polje (près d'Osijek), Samobor, Krapina, Karlovac (« Dubovac »), Cemernica, Mirkovec (près de Sveti Križ Začretje), Oroslavje, Viktorovac (près de Sisak) et Djurmanec. Autour de ces camps, la campagne croate se parseme de charniers. Avens, puits, vieux tunnels, galeries de mines et carrières abandonnées se remplissent de corps (20). Près de Harmica, au nord-ouest de Zagreb, 4500 cadavres sont ensevelis, à Gornji Hrašćani 1700 (fusillés au stade de Varaždin), à Slatinski Drenovac 1600 et à Klinča Sela 1500 autres ; près de Krapina, sur le site boisé de Macelj, ce sont de 13 000 à 17 000 prisonniers qui passent de vie à trépas (21), tandis qu'en forêt de Lužanjak (près d'Ogulin), ce sont 1800 personnes que les Partisans mettent à mort ; à Čazma, les victimes seraient près de 2500 (dont 1000 lycéens), à Zvečevo, elles seraient au moins 4000 et à Jazovka, près de Sošice, aux alentours de 20 000 !

Provinces emblématiques de l'État croate, la Bosnie et l'Herzégovine paient également très cher leur résistance acharnée au communisme. La répression y est féroce et c'est par milliers que les vainqueurs (notamment les hommes du Ve Corps Bosniaque du général Slavko Rodić) y suppriment catholiques et musulmans croates. Les exécutions de masse s'y succèdent nuit et jour, à Bosanski Brod, Podgradci u Potkozarju, Drvar (Tičevo), Han Pijesak, Zenica, Butmir, Kasindol, Pećigrad, Prnjavor et aux grottes de Varduša (7000 victimes). Même les enfants n'échappent pas à cette folie meurtrière, comme en témoigne l'assassinat de 5000 d'entre eux à la sucrerie d'Usora, près de Doboj (22).

Les marches de la mort

La Croatie conquise mais non soumise, les communistes veulent encore l'impressionner et la terroriser pour longtemps, et dans ce but, ils organisent les tristement célèbres « marches de la mort » où ils regroupent tous ceux qu'ils n'ont pas tués en Slovénie.

Au moins 200 000 Croates trouveront effectivement la mort dans ces funestes colonnes qui traversent à pied la Yougoslavie : la mort par épuisement, par la faim, la soif, le typhus, et la mort brutale de la main de gardiens fanatisés (23). Les routes les plus connues conduisent les prisonniers de Bleiburg à Bela Crkva ou Kovin, de Jesenice à Zagreb ou Rijeka, de Zagreb à Gornji Podgradci ; plusieurs mènent les captifs au fin fond de la Serbie, à Vršac, Pančevo, à la prison belgradoise de Glavnjača, voire même jusqu'en Hongrie (Szeged), en Voïvodine ou en Macédoine (Djevdjelije). Régulièrement battus, à peine nourris, souvent privés d'eau et cheminant pour beaucoup pieds nus, les prisonniers sont encore contraints de traverser des villages serbes (Djerajlije, Lisičine, Vočin, Zeleno Polje, Šid, Kuzmin, Martinći) où la population les injurie et les agresse violemment. Au bout du chemin, beaucoup de ceux qui ont survécu sont purement et simplement liquidés – comme à Našice (région d'Osijek) ou Bački Jarci, en Voïvodine – ou internés dans des camps dont l'horreur, si l'on en croit les rapports de la Croix-Rouge (24), n'a rien à envier à celle des prisons nazies ou du Goulag soviétique.

Responsabilités militaires

Si l'on additionne les victimes croates (25) des massacres de Slovénie, celles des épurations locales, celles des camps et celles des « marches de la mort », on arrive à un total effroyable qui avoisine probablement les 600 000 (26). Près de 30 fois Katyn ! Ce *démocide*, il faut le savoir, n'a pas été le fait d'individus incontrôlés, mais bien le fruit d'une politique délibérée. On a parlé d'un ordre formel de Tito à ses généraux et aux chefs de l'OZNA, et l'on a remarqué la parfaite organisation technique (27) des bourreaux. Ces derniers sont bien connus et leurs carrières respectives n'ont pas eu à en souffrir : la plupart d'entre eux ont été promus, certains sont devenus ambassadeurs ou académiciens, d'autres ministres et beaucoup ont même été gratifiés du prestigieux titre de « héros national ». Le gouvernement yougoslave n'a d'ailleurs jamais nié les faits ni tenté de se disculper : les Partisans impliqués (IIIe Armée) ont été félicités et, en juillet

1948, Tito se vantait encore d'avoir « liquidé environ 200 000 soldats ennemis et autant de prisonniers ».

Du côté britannique, la question des responsabilités peut également être posée. Elle l'a d'ailleurs été, dès 1946 et sans grand succès, par le Dr Harold Buxton, évêque anglican de Gibraltar, et par le professeur Douglas Savory, député d'Irlande du Nord. En 1975, certains documents confidentiels – archives du *Foreign Office* et carnets des forces britanniques en Autriche – ont été mis à la disposition des chercheurs : il ressort de leur examen que, sur le terrain, les responsables effectifs du rapatriement furent les généraux Patrick D. Scott, Horatius Murray (1903-1989), Charles F. Keightley (1901-1974) et Toby A. Low (1914-2000).

Ceci est malheureusement insuffisant : sauf à penser que la livraison des Croates fut le résultat d'une connivence ponctuelle (28), il faut ensuite chercher plus haut car, quel que fût leur rang, ces officiers n'étaient tout de même que des exécutants.

De nombreux documents prouvent de manière indubitable la volonté du haut commandement de se débarrasser des Croates (29), mais il reste très difficile d'identifier formellement les donneurs d'ordres. Au-dessus des généraux de terrain, il y avait le SACMED, c'est à dire le Commandement Suprême Allié en Méditerranée, à la tête duquel se trouvait le maréchal Harold Alexander. L'homme était notoirement hostile à la livraison de prisonniers aux communistes et beaucoup prétendent qu'il ignorait ce qui se déroulait à Bleiburg, ce que contredisent plusieurs pièces. Le 14 mai, par exemple, son bras droit, le lieutenant-général Sir Brian Robertson, envoie des directives à la VIII^e Armée pour que « tous les prisonniers dont la nationalité yougoslave est démontrée et qui prêtaient service dans les forces allemandes soient désarmés et remis aux forces yougoslaves » (30). Il est peu probable que cet officier supérieur ait pris une décision aussi capitale sans en référer. Le 15 mai, le SACMED (Caserte) adresse à son antenne de Belgrade le télégramme suivant : « Le commandement des troupes alliées en Autriche signale qu'environ 200 000 citoyens yougoslaves qui servaient dans l'armée allemande (sic) se sont rendus à lui. Nous voulons les remettre immédiatement aux forces du maréchal Tito, et souhaitons que ce dernier donne des ordres à ses commandants pour qu'ils conviennent avec le chef du Ve Corps d'Armée (31) du rythme ainsi que du lieu de la livraison... ». Le 16 mai, le vice-maréchal Arthur S.G. Lee transmet cette proposition à Tito, et le 17, le général Ljubodrag Djurić répond par lettre que « le Maréchal approuve entièrement l'offre du maréchal Alexander », qu'il « lui exprime sa gratitude » et que « les 200 000 prisonniers seront pris en charge par la III^e Armée qui a reçu des instructions ».



Harold Macmillan

Prime Minister of the United Kingdom 1957-1963

Photo: Time Magazine, October 19, 1959

Cette décision anglaise restera secrète jusqu'au 31 juillet 1945, date à laquelle le général W.D. Morgan, chef d'état-major du SACMED, admet dans un courrier officiel (32) que « vu la situation existant en Autriche, (les prisonniers) ont été remis aux forces militaires yougoslaves au cours d'opérations menées conjointement par les armées britannique et yougoslave, et conformément aux ordres émanant de ce Quartier Général ». Voilà qui tend donc bien à confirmer l'implication du maréchal Alexander, même s'il existe, par ailleurs, un ordre de ce dernier (en date du 4 juin, c'est à dire quand tout est fini), interdisant la poursuite des rapatriements forcés !

Responsabilités civiles

Compte tenu de ce que l'on sait du fonctionnement de la machine de guerre alliée, il est impossible de ne pas évoquer aussi le rôle du pouvoir civil. Là encore, force est de constater que les Britanniques furent les seuls ordonnateurs de la tragédie.

On sait qu'en avril 1945, l'ambassadeur à Belgrade, Ralph Skrine Stevenson, et Sir Orme Sargent du *Foreign Office* étaient encore partisans de désarmer et d'interner les Croates, tandis que W. Churchill envisageait même de s'en servir pour barrer la route de Trieste aux communistes. Début mai, toutefois, leur attitude évolue en faveur d'un arrangement avec Tito, ce qui suscite l'opposition immédiate de l'ambassadeur américain à Caserte, Alexander C. Kirk, qui alerte Washington. Le 2 mai, le secrétaire d'État Joseph C. Grew déclare que les USA s'en tiennent au désarmement et à l'internement des prisonniers. Cette position ne variera pas et lorsque Alexander Kirk avertit Washington, le 14 mai, que Caserte a donné l'ordre de livrer les Croates, les autorités US font connaître leur refus. Ignorant que le rapatriement s'est d'ores et déjà effectué (ils ne le découvriront que le 4 août), les États-Unis proposent même, le 19 mai, de contribuer matériellement à l'entretien et au ravitaillement des captifs.

Même à Londres, il semble que certaines autorités aient été tenues dans l'ignorance de ce qui se passait à Bleiburg. Ainsi, le 29 mai, Sir Alan Brooke, chef de l'état-major impérial, recommande-t-il de ne pas livrer les Croates à Tito car « les Américains pourraient ne pas approuver une telle mesure ». Pourtant, un homme au moins a dû être au courant, et cet homme, c'est Harold Macmillan, le ministre-résident qui supervisait les militaires du SACMED. Interrogé en 1984 – il fêtait ses 90 ans – il a prétendu ne plus se souvenir. Reste qu'il paraît peu vraisemblable que le maréchal Alexander, le général McCreery ou le général Keightley aient pu agir à son insu et sans son accord. Reste également qu'il a effectué, le 13 mai 1945, une mystérieuse visite-surprise au QG du Ve Corps d'Armée, celui-là même qui avait sous sa garde les réfugiés croates... Ne venait-il pas régler les derniers détails de l'extradition ? Et n'avait-il pas troqué celle-ci contre l'évacuation de la Carinthie autrichienne par les Partisans ou contre certaines garanties sur l'avenir de Trieste ?

Au-dessus de Macmillan, il y avait encore Anthony Eden (1897-1977) que rien de concret ne permet jusqu'à présent de mettre en cause, mais dont il est néanmoins permis de supposer qu'il était au fait du problème. Vu la position très soviétophile qu'il avait adoptée vis-à-vis de la question des prisonniers russes, il n'est pas exclu de penser que de futures investigations puissent conduire un jour à voir en lui LE grand instigateur de la tragédie...

La Justice tarde

Plus de six décennies après la tragédie, la sinistre affaire de Bleiburg refait surface. Partout, des cavités sont fouillées, des charniers sont ouverts, des ossements – de femmes et d'enfants notamment – sont exhumés et expertisés. Les émigrés n'avaient donc pas menti : les preuves sont là, accablantes. En Croatie, les réactions sont toutefois mitigées. Envers et contre tout, il est encore des gens pour nier le crime, le minimiser ou même le justifier – « après tout, ils l'avaient bien mérité puisque c'étaient des Oustachis » – et quelques hommes politiques pour conseiller aux Croates de ne pas s'indigner trop fort. C'est que beaucoup de partenaires de la Croatie ont encore l'anti-fascisme pour paradigme et à voir les Croates s'apitoyer trop ostensiblement sur les victimes de Bleiburg, ils pourraient en conclure que la Croatie n'adhère pas aux mêmes valeurs... Cette discrétion caractérise aussi une certaine élite où les rejetons d'anciens *aparatchiks* sont légion. Il n'est pas très plaisant, on le conçoit, de voir son nom associé à un bain de sang. Sans parler de quelques vieux « héros » qui ont carrément peur d'avoir à répondre de leurs crimes et de finir leur existence derrière les barreaux. Quant au Royaume-Uni, il n'éprouve aucun remords particulier (33) et n'envisage aucunement d'exprimer le moindre regret...

De toute évidence, Bleiburg demeure un sujet sensible. Les investigations ne progressent que fort lentement et c'est avec une grande circonspection que l'on désigne parfois quelques

bourreaux auxquels les tribunaux n'ont pas l'air très pressés de demander des comptes. Il paraît pourtant légitime que les Croates sachent enfin où, quand, comment, pourquoi et par qui, leurs parents furent assassinés. Six cents mille morts, ce n'est tout de même pas rien. À titre de comparaison, c'est plus que l'ensemble des pertes, civiles et militaires, de la France ou de la Grande-Bretagne durant toute la IIe Guerre mondiale ! Crime contre l'humanité, cette tuerie est imprescriptible et ses auteurs doivent être jugés, tout comme le furent Klaus Barbie, Erich Priebke, Josef Schwammberger et consorts. « Le glaive de la justice n'a pas de fourreau », affirmait en son temps le bon Joseph de Maistre. Voici l'occasion de le prouver.

Christophe Dolbeau

Notes

(1) Dans *Epitaph on Nuremberg* (Londres, Falcon Press) qu'il publie en 1947, le célèbre journaliste et critique Montgomery Belgion écrit : « L'opinion publique mondiale ne sait pas le dixième de ce qui a été ordonné par les gouvernements britannique, américain, français et russe ou par leurs commandants militaires après la reddition allemande. L'opinion mondiale ne sait pas le dixième de ce que les soldats britanniques, américains, français et russes, ou en accord avec eux, de ce que les civils russes, français, polonais, yougoslaves et autres ont fait, sur ordres directs, pendant la même période. L'opinion mondiale n'a jamais été informée ».

(2) Du nom d'une punition pratiquée dans la marine d'autrefois et consistant à faire passer quelqu'un sous la quille du navire.

(3) On inclut aussi quelques milliers de Russes Blancs, ce que Moscou exigeait mais qui n'était pas prévu par les accords.

(4) La livraison des prisonniers provenant d'URSS fut décidée le 4 septembre 1944 à l'initiative d'Anthony Eden. Elle suscita une vive opposition de Lord Selborne ainsi que des ministres américains E. R. Stettinius et R. H. Jackson. La décision fut entérinée à Yalta, le 11 février 1945, par le major-général américain John R. Dene et le lieutenant-général soviétique Gryzlov. Cf. C. M. McAdams, « Yalta and the Bleiburg Tragedy », in *Od Bleiburga do Naših Dana*, Zagreb, Školska Knjiga, 1995.

(5) E. Kern, *General Von Pannwitz und seine Kosaken*, Neckargemünd, Kurt Vowinckel Verlag, 1963 ; J. Epstein, *Operation Keelhaul*, Old Greenwich, Devin-Adair, 1973 ; N. Bethell, *The Last Secret : forcible repatriation to Russia 1944-47*, Londres, Deutsch, 1974.

(6) Voir N. Tolstoy, « The Klagenfurt Conspiracy », in *Encounter*, N°5, vol. LX (mai 1983) et A. Pitamitz, « Una tragedia sconosciuta dell'ultima guerra – lo sterminio dei Croati », in *Storia Illustrata*, N° 319 (juin 1984) et 320 (juillet 1984).

(7) Ceux-ci avaient déjà fait l'objet de plusieurs ouvrages édités par l'émigration croate : J. Hećimović, *In Tito's Death Marches and Extermination Camps*, New York, Carlton Press, 1962 ; collectif, *La Tragedia de Bleiburg*, Buenos Aires, Studia Croatica, 1963 ; J. Prcela et S. Guldescu, *Operation Slaughterhouse*, Philadelphie, Dorrance, 1970 ; collectif, *Bleiburška tragedija hrvatskoga naroda*, Munich-Barcelone, KHR, 1976-77 (2 volumes).

(8) Cf. Ivo Omrčanin, *The Pro-Allied Putsch in Croatia in 1944 and The Massacre of Croats by Tito Communists in 1945*, Philadelphie, Dorrance, 1975, p.26.

- (9) Les guillemets s'imposent car la démarche était probablement connue de Pavelić.
- (10) Ces trois hommes étaient auparavant prisonniers en Croatie.
- (11) Cf. *Poviest zbornik*, Madrid, Domovina, 1989, pp.84-100.
- (12) Ces miliciens (garde rurale ou *vaške straže* et défenseurs ou *brambovci*) forment la Défense Slovène (*Slovensko Domobranstvo*) que le général Léon Rupnik a créée le 12 septembre 1943. Les militaires seront livrés aux Partisans mais les civils échapperont à l'extradition grâce à l'intervention du Dr Valentin Meršol, du major canadien Paul H. Barre et du commissaire (britannique) de la Croix-Rouge John Selby-Bigge – cf. John Corsellis et Marcus Ferrar, *Slovenia 1945 : Memories of death and Survival after World War II*, Londres, Tauris & Co, 2005.
- (13) La décision du général Scott était conforme au traité de Yalta : les Croates s'étant battus sur le territoire yougoslave, ils devaient se rendre aux Yougoslaves, donc aux Partisans de Tito.
- (14) Les principaux responsables du massacre sont connus : ils ont pour noms Rade Čolak, Božo Hinić, Petar Milenković, Rade Hamović et Moma Divljak ; quant à leurs chefs, ils s'appellent Kosta Nadj et Blaža Janković. Pour cette région frontalière, on mentionne également le rôle des officiers Ivan Kovačić Efenko, Sreta Savić Kolja, Milan Korica-Kovač, Rade Knežević Tih et Dušan Ostojić Osman.
- (15) où règnent Danilo Milinković Bobota, Ivan Maček-Matija, Maksimilijan Baće Milić et Jovo Kapičić.
- (16) Répartis en commandos de 70 à 80 individus, les tueurs ont pour chefs Rade Brkić, Franc Sotošek, Petar Buić et Milan Ješić Ibra qu'assistent les commissaires politiques Drago Marić, Miljenko Gjurčić et Mitar Baković.
- (17) Outre Šimo Dubajić sont impliqués les officiers et commissaires suivants : Nikola Maršić, Danijel Jaković, Mate Usorac, Luka et Jakov Blažević (futur accusateur de Mgr Stepinac), Ante Cepić, Božo Kačić, Albert Štambuk, Kosta Ugriča, Dušan Dule Korač, Nikola Marić Bokež, Dinko Periša Ljubo, Ivan Gugić, Ljubo Barbarić Hrvaranin, Ivan Franković, Milka Planinc (futur Premier ministre de Yougoslavie) et Mijo Surljan.
- (18) Créée le 13 mai 1944, sous l'égide d'Aleksandar Ranković, l'*Odjel za zaštitu naroda* (*Section de Défense du Peuple*) ou OZNA est dirigée par Svetislav Stevanović-Ćeća. Ses chefs locaux sont Ivan Stevo Krajačić (Croatie), Slobodan Penezić Krcun (Serbie) et Ivan Maček-Matija (Slovénie).
- (19) À savoir Kanal, Mirogojska cesta, Prečko, Jankomir, Maksimir, Podsused, Lučko, Kustošija et Borongaj.
- (20) En 2009 et pour la seule République de Croatie, on dénombre 830 sites...
- (21) Parmi les responsables de cette tuerie ont été notamment identifiés Zvonko Bešenski, Ivan Valjevac, Stjepan Pavić, Ivica Gretić, Branko Vidović (chef du camp de concentration de Oroszlavlje), Ivica Fizir (qui sera maire de Krapina dans les années 1990) et Stjepan Hršak. Tailleur de profession et chef local de l'OZNA, ce dernier a été accusé (2005) d'avoir personnellement pris part à l'assassinat de 21 prêtres franciscains.
- (22) Ce crime fut perpétré par la police militaire (KNOJ) et notamment par les partisans Momčilo Slijepčević, Djoko Mičić, Mato Bijelić et Momčilo Popović. Employé à la mission commerciale yougoslave de Bad Godesberg-Mehlem, ce dernier (personnellement responsable de la mort de 200 à 300 enfants) sera abattu par des émigrés croates, le 29 novembre 1962. Sur le crime d'Usora, voir

le récit du témoin Ivan Boras, dans l'hebdomadaire catholique *Der Volksbote* du 25 mai 1963 ; également A. Evertz, *Der Abfall der evangelischen Kirche vom Vaterland*, Velbert, Blick u. Bild Verlag für Politische Bildung, 1965, p.66.

(23) Selon plusieurs témoins, de nombreux crimes furent commis par des gardiens souffrant d'une forme d'hystérie meurtrière que les psychiatres baptiseront plus tard « partizanska bolest » ou « maladie des Partisans ».

(24) Évoquant l'un de ces camps, Mme S. J. Warner, déléguée de la Croix-Rouge britannique écrit : « En l'espace de deux mois, on pense qu'environ 1500 personnes sont mortes, des enfants de moins de trois ans pour la plupart. La plus grande cruauté règne, émanant du commandant du camp et des commissaires – coups, station debout sous le soleil ou la pluie, femmes battues par les gardiens pour des peccadilles. Il semble y avoir de surcroît un terrible surpeuplement, un manque d'hygiène épouvantable et un régime de famine. Les rapports sont parmi les pires qu'il m'ait été donné de lire, ce qui n'est pas peu dire comme vous pouvez l'imaginer » – cité par N. Tolstoy, in *Encounter*, N°5, vol. LX, p.28.

(25) La tragédie de Bleiburg n'a pas concerné que les Croates ; ont également disparu des Slovènes (20 000), des Monténégrins (10 000), des Serbes (5000 à 10 000), des Italiens et des Allemands. En Istrie, on évalue à (au moins) 20 000 le nombre des Italiens jetés morts ou vifs dans des gouffres (les *foibe*), tandis qu'à Zadar, ce sont 900 membres de cette communauté qui seront noyés par les Partisans – cf. N. Luxardo De Franchi, *Dietro gli scogli di Zara*, Gorizia, Editrice Goriziana, 1999 ; V. Maria De Luca, *Foibe, una tragedia annunciata*, Rome, Settimo Sigillo, 2000 ; G. Solari, *Il dramma delle foibe (1943-1945)*, Trieste, Centro Culturale « Gian Rinaldo Carli », 2002. Du côté allemand, les pertes s'élèvent au moins à 120 000 personnes (70 000 militaires et environ 50 000 civils) dont beaucoup périssent dans les camps de Josipovac (Osijek), Valpovo, Velika Pisanica (Bjelovar), Rudolfsgnad, Krndija (Djakovo), Šipovac (Našice), Pusta Podunavlje (Baranja) et Tenja (Osijek) – cf. T. Sunić, « La destruction des Allemands ethniques et des prisonniers de guerre allemands en Yougoslavie, 1945-53 », in *Les Écrits de Paris*, N°707 (mars 2008) et l'ouvrage collectif *Genocide of the Ethnic Germans in Yugoslavia 1944-1948*, Santa Ana, Danube Swabian Association of the USA, 2001.

(26) Le nombre des victimes de Bleiburg est sujet à de multiples controverses. Spécialiste de renommée internationale, John Ivan Prcela avance le chiffre de 600 000, proche des estimations du général Herenčić et du colonel Crljen ; Mate Šimundić opte pour une fourchette de 245 000 à 295 000, Željko Krušelj avance le chiffre de 150 000, tandis que Vladimir Zerjavić parle, quant à lui, de 45 000 à 55 000 morts. L'ancien ministre et partisan Milovan Djilas cite le chiffre de 15 000, Juraj Hrženjak parle de 12 000 à 15 000 et l'ancien général communiste Petar Brajović descend jusqu'au chiffre négationniste de ... 16 ! Au sujet de ces controverses, voir A. Mijatović, *Bleiburška tragedija i križni put hrvatskoga naroda godine 1945*, New York-Zagreb, HSK, 2007, p.48 et M. Grahek Ravančić, « Controversies about the Croatian Victims at Bleiburg and in Death Marches », in *Review of Croatian History*, N°1/2006, pp.27-46.

(27) Il semble, en effet, que les Partisans avaient prévu à l'avance des lieux de regroupement et des sites d'exécution. Des itinéraires avaient été choisis, chaque unité connaissait sa tâche, le ravitaillement était assuré ainsi que les communications ou la fourniture de munitions et de fil de fer barbelé. Apparemment, la tuerie ne fut donc aucunement improvisée.

(28) Dans un article intitulé « 210 000 Menschen für ein Auto » et publié par *Die Furche* (7 juin 1958), Alexander Keller prétend que Vladimir Bakarić se vantait d'avoir offert au général Scott une limousine *Packard* en échange des prisonniers croates...

(29) Ainsi, le 14 mai 1945, un rapport du Ve Corps fait-il état de 300 000 réfugiés et de 600 000 autres en route vers l'Autriche, ajoutant que « si ce nombre s'avérait exact, les problèmes de

ravitaillement et de gardiennage deviendraient critiques ». Le lendemain, le maréchal Alexander adresse à la VIII^e Armée un message dans lequel il précise que 200 000 nationaux yougoslaves se sont rendus et qu'il souhaiterait « les remettre immédiatement aux forces du maréchal Tito ». Dans un mémoire adressé au général Eisenhower, l'officier britannique ajoute : « Pour moi, la chose la plus importante est de libérer mes lignes de communication de ce fardeau car la capacité opérationnelle de mes unités s'en trouve amoindrie ».

(30) Il est à noter que l'expression « qui prêtaient service dans les forces allemandes » ne pouvait en aucun cas s'appliquer aux forces armées croates (HOS) qui dépendaient d'un État indépendant, pas plus d'ailleurs qu'aux unités de Tchetsniks, reconnues par le gouvernement royal yougoslave en exil à Londres.

(31) Le général Charles Keightley (1901-1974).

(32) Lettre à l'ancien ministre (du gouvernement royal yougoslave) Miha Krek.

(33) Les Britanniques ne peuvent en aucun cas prétendre qu'ils ignoraient le sort qui attendait les prisonniers qu'ils livraient. Dès juin 1942, le général Francis Davidson, chef des services secrets militaires, décrivait les Partisans comme des « brigands ». D'autre part, le Royaume-Uni disposait en Yougoslavie d'observateurs sûrs – le général Fitzroy Maclean (*37th Military Mission*), le capitaine William Deakin, Randolph Churchill, Evelyn Waugh, Stephen Clissold, Owen Reed, Bill Wilson, Lord Freddy Birkenhead (du *Political Warfare Executive*) et Lord John Henniker-Major. Plusieurs rapports alarmants sur le comportement des Partisans avaient d'ailleurs été adressés à Londres et transmis au gouvernement... Voir H. Williams, *Parachutes, Patriots, and Partisans*, Londres, Hurst & Co, 2002.